

ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE RACISME, L'ETHNOCENTRISME ET LE REGIONALISME

C/2124 D, Quartier Mènontin, Immeuble FEDAS (Rép. Du Bénin)

Compte bancaire N° **020043550216 BSIC**

01 BP 2769 Cotonou - **Cel. +(229) 97087192/94191613**

E-Mail : alcrerpara@yahoo.fr , Site Web : www.alcrer.bj

TERMES DE REFERENCE

**Recrutement d'un (e) consultant (e) pour
l'élaboration du Guide de suivi citoyen de la
commande publique dans les communes**

| | |
|--|---|
| Activités | A.2.1.2 : Réaliser un guide national sur le suivi citoyen de la commande publique |
| Outcome 2 : « Les OSC conduisent des actions de surveillance des processus de passation de la commande publique » | |
| Lien avec la planification annuelle : | Planification opérationnelle Février 2022 - Avril 2023 ALCRER/Projet ReFORME |

Juillet 2022

0. Contexte et justification

Depuis une dizaine d'années, l'ONG ALCRER, en partenariat avec d'autres acteurs, a contribué à la mise en place d'une dynamique de veille citoyenne dans les collectivités locales à travers les cellules de participation citoyenne (CPC) qui travaillent en synergie avec d'autres OSC ou plateformes d'OSC locales telles que les Pools thématiques.

Grâce aux interventions sur la base de ce mécanisme de veille citoyenne, les mérites de l'ONG ALCRER et de Social Watch Bénin ont été reconnus dans le document de la Politique nationale de déconcentration et de décentralisation (PONADEC)¹. En effet, d'après ce document, ces deux organisations « [...] ont contribué au renforcement de l'exercice de la démocratie à la base en développant des outils de gestion participative de la cité (l'audience publique de reddition de comptes, le budget participatif, l'évaluation citoyenne ou communautaire des politiques publiques locales, etc.). »².

En dépit des acquis engrangés ces dernières années, d'importants défis restent à être relevés notamment dans le suivi citoyen de la commande publique, la demande de reddition des comptes dans la gestion financière des collectivités locales, l'accessibilité du public aux données financières, l'implication des citoyens aux processus de prise de décisions lors de l'allocation des ressources budgétaires, etc.

En vue de consolider les acquis et de contribuer à améliorer durablement la transparence et la redevabilité dans les communes, l'ONG ALCRER a élaboré une proposition d'activités de renforcement de la dynamique des échanges sur le Budget participatif, les marchés publics et le suivi des comptes de gestion des communes. Cette proposition a reçu l'appui technique et financier de la Coopération Allemande (GIZ) dans le cadre du projet Réforme des Finances publiques pour l'atteinte des ODD et le Renforcement de la Mobilisation des recettes de l'Etat (ReFORME) sur la période de février 2022 à avril 2023.

Au titre des activités prévues dans la planification opérationnelle figurent l'organisation d'un plaidoyer en faveur du suivi citoyen de la commande publique, la réalisation d'un guide à l'usage des organisations de la société civile et l'appui à celles-ci pour l'opérationnalisation d'un mécanisme de suivi. Ces activités interviennent dans la continuité de la dynamique engagée, sous l'égide de la GIZ en mai 2019, et regroupant plusieurs structures étatiques et non étatiques (ARMP, DNCMP, CONAFIL, DGCT, ANCB, ANLC, FONAC, ALCRER, SOCIAL WATCH BENIN, GIZ, etc.) pour développer des espaces de dialogue entre l'Etat, les collectivités territoriales et les OSC en vue d'une bonne surveillance des processus d'attribution et d'exécution de la commande publique.

En l'absence de dispositions législatives et réglementaires favorables à une présence effective des OSC dans les processus de la commande publique, certains acteurs comme ALCRER et Social Watch Bénin, dans le cadre du programme PartiCiP, ont développé des mécanismes informels de suivi de la passation et de l'exécution des marchés publics en assistant aux travaux des commissions d'attribution et en effectuant des visites de chantiers.

Reconnaissant la pertinence de ces mécanismes qui contribuent à la transparence, le Groupe de travail mis en place en 2020 par la GIZ a fait la proposition d'une charte portant suivi citoyen de la commande publique. Une campagne de plaidoyer est prévue pour sensibiliser les autorités publiques sur la nécessité de favoriser la participation des citoyens qui sont à la fois contributeurs des ressources publiques et bénéficiaires finaux des investissements de la commande publique. De même, un guide est prévu pour appuyer stratégiquement et opérationnellement les OSC dans leurs actions de suivi.

Les présents termes de référence décrivent le processus de recrutement du consultant chargé de la production du guide portant suivi citoyen de la commande publique.

¹ Politique nationale de déconcentration et de décentralisation

² Document de la PONADEC validé en atelier national en 2020 à Dassa-Zoumè.

1. Objectif général

L'objectif général de l'activité est de contribuer à la promotion du suivi citoyen de la commande publique dans les collectivités territoriales.

2. Objectifs spécifiques

De façon spécifique, la présente activité vise à recruter un spécialiste des marchés publics qui sera chargé d'élaborer un guide portant suivi citoyen de la commande publique dans les communes.

3. Résultats/livrables attendus

Il est attendu de l'activité :

- un guide de suivi citoyen de la commande publique à l'usage des OSC est disponible;
- un rapport de la mission d'élaboration du guide est élaboré.

4. Processus de sélection

Contenu du Guide. Le guide sera rédigé en langage commun accessible au grand public, pratique et comportera des éléments susceptibles d'aider les OSC locales à négocier avec les communes des espaces de suivi citoyen de la commande publique. Le guide contient notamment :

- Les dispositions juridiques ou les principes favorables au suivi citoyen de la commande publique au Bénin
- Une description des principes de la commande publique et les points d'attention à observer par la société civile
- Une brève description du processus de passation des marchés publics avec, à chaque étape, les points d'attention pour la société civile et les modalités et outils à mettre en œuvre par celle-ci pour interagir avec les autorités communales dans le cadre du suivi citoyen
- La liste des documents accessibles au public dans le cadre de la passation des marchés publics et les modalités par lesquelles les OSC peuvent obtenir officiellement ces documents et l'usage qu'elles peuvent en faire dans le cadre de la transparence de la commande publique
- Les types d'irrégularités à observer au cours de la passation et de l'exécution des marchés publics et le processus de leur dénonciation en termes d'étapes à suivre et de structures compétentes à saisir avec les délais requis
- La proposition d'un rapport type de suivi de la passation et de l'exécution d'une commande publique

Ces points ne sont pas exhaustifs et le/la consultant (e) agira comme un conseiller dans le cadre de sa mission pour aider les OSC à asseoir une ingénierie citoyenne de la surveillance de la commande publique dans les communes.

Participation à la consultation. La participation à la sélection est ouverte, à égalité de conditions, aux consultant(e)s ayant une compétence avérée en matière de commande publique.

Méthodologie. Le/la consultant(e) est tenu(e) de préparer, présenter et défendre l'approche méthodologique qu'il juge appropriée pour le travail.

Le/la consultant(e) en charge de la mission devra proposer une méthodologie détaillée et suffisamment claire, permettant d'atteindre les objectifs. La méthodologie doit montrer comment chaque critère d'évaluation sera appliqué.

Sous la supervision de la coordination du projet, la méthodologie doit intégrer une approche participative afin de répondre au souci d'implication des différentes parties prenantes de la chaîne de la commande publique.

La méthodologie devra reposer, entre autres, sur la revue documentaire, les interviews et entretiens, les visites de terrain et des focus groups. Le choix de chaque technique doit être clairement motivé.

Calendrier et livrables. La durée de la mission sera au maximum de vingt (20) hommes/jours à partir de la date de signature du contrat. Elle comprend les phases ci-après : la phase de collecte et de traitement des informations, la phase de rédaction et de dépôt du rapport provisoire, la phase de validation du rapport, la phase de prise en compte des observations et celle du dépôt de la version définitive du rapport.

La période de la mission est répartie comme suit :

La période de candidatures s'étend sur 10 jours et celle de dépouillement et de sélection s'étend trois jours.

Profil du consultant. Le/la consultant(e) à recruter remplira les conditions ci-après :

Qualifications et compétences

- être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur de niveau 3^{ème} cycle ou équivalent en marchés publics, droit ou en finances publiques ou tout autre domaine similaire ;
- avoir des certificats de formation sur les marchés publics serait un atout.

Expérience professionnelle

- justifier d'une expérience professionnelle générale de 05 ans au moins dans la conduite de mission d'élaboration de document didactique à l'usage des OSC ;
- avoir une bonne connaissance des textes sur les marchés publics et les évolutions sur le cadre institutionnel de la décentralisation au Bénin ;
- avoir l'habitude de travailler sur la question de la commande publique avec les collectivités locales.

Dépôt des dossiers. Les candidats intéressés feront une proposition incluant une offre technique et une offre financière.

L'offre technique de candidature est constituée de :

- une lettre de soumission ;
- la compréhension des termes de référence ;
- une description de la méthodologie et de l'organisation envisagée de la mission,
- un cv détaillé ;
- une copie des diplômes obtenus et des attestations et autres pièces justificatives des expériences présentées dans le cv : au moins 3 références de missions similaires (attestation de bonne fin d'exécution par exemple) ;
- un planning de travail ;
- une déclaration de la disponibilité en rapport avec la période de la mission ;
- une offre financière.

L'offre technique financière sera soumise sur la base de l'approche forfaitaire. La proposition financière prévoit un montant forfaitaire et précise les modalités de paiement sur base de produits/livrables précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs) même si les paiements seront effectués par tranche ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat.

Afin de faciliter la comparaison des offres financières par le service demandeur, il est recommandé aux candidats de fournir une ventilation des montants forfaitaires. Le consultant doit indiquer/détailler, dans les propositions financières, les honoraires, les coûts de la mission sur le terrain, les frais de séjour et le nombre de jours de travail prévus.

Critères d'attribution du marché. Les critères ci-dessous serviront de base pour la sélection du/de la consultant(e).

- Evaluation technique : Les critères d'évaluation des offres techniques sont :

| Ordre | Critères d'évaluation de l'offre technique | Note maximale |
|-------|--|---------------|
| 1 | Lettre de motivation | 10 |
| 2 | Profil de consultant (s) | 30 |
| 3 | Offre technique | 60 |
| | - Présentation de la proposition : 5 points | |
| | - Compréhension de la mission et des TdR : 15 points | |
| | - Approche proposée pour la mission : 25 points | |
| | - Chronogramme d'intervention : 10 points | |
| | - Autre élément jugé pertinent : 5 points | |
| Total | | 100 |

- Evaluation financière : Seul(e)s les consultant(e)s ayant obtenu une note minimum de 70 points à l'évaluation technique seront retenu(e)s pour l'étape de l'évaluation financière.
- Evaluation finale : La note de l'évaluation finale sera la combinaison des évaluations technique et financière avec une pondération de 70% pour la note technique et 30% pour la note financière. Le/la candidat(e) ayant obtenu la meilleure note finale sera retenu(e).

L'offre financière sera analysée et éventuellement négociée dans les limites budgétaires disponibles avec le soumissionnaire ayant eu la meilleure note finale.

Lieu de dépôt des dossiers de candidature. Les candidats (es) consultés (es) enverront leurs dossiers par mail à l'adresse alcrerpara@yahoo.fr au plus tard **le 15 août 2022 à 23h59 (heures du Bénin)** avec pour objet « **Recrutement consultant(e) – Elaboration du Guide de suivi citoyen de la commande publique** »

ALCRER se réserve le droit de ne pas donner suite à cette consultation.

Le secrétariat de l'ONG ALCRER est situé à côté de la quincaillerie CTPS à 100 m de la télévision Canal 3 en allant au carrefour Bénin Marché ou Bank Of Africa (BOA), C/2124 D / Agence Atlantique Assurances, Quartier Mènontin, Cotonou, 01 BP 2769, Tél. : 94.19.16.13